

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU GARD
CANTON DE LE VIGAN

Envoyé en préfecture le 11/12/2023
Reçu en préfecture le 11/12/2023
Publié le
ID : 030-213000409-20231206-0612234-DE

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE BLANDAS**

SEANCE DU 6 DECEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le six décembre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la commune de Blandas, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Marc WELLER, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 9

Nombre de Conseillers présents : 7

Date de la convocation du Conseil Municipal : le 01/12/2023

Présents : Marc WELLER, Vincent LHOMME, André BARRAL, Florent STEINMETZ, Michel GRAZIOLI, Merel VAN DER BLIEK, Caroline SERRES.

Absents : Fabrice GATY, Valentin ROBA.

A été nommé secrétaire de séance : Vincent LHOMME.

OBJET : Création d'un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité et autorisation de recrutement d'un contractuel sur le fondement de l'article L.332-23 1° du code général de la fonction publique

Le Maire de Blandas informe l'assemblée :

Conformément à l'article L.313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Compte tenu de la nécessité d'effectuer le recensement de la population au mois de janvier et février 2024, il convient de renforcer les effectifs du service administratif.

Le Maire de Blandas propose à l'assemblée :

La création d'un emploi d'agent recenseur à temps non complet, pour effectuer la mission du recensement de la population, à compter du 02/01/2024.

Cet emploi pourrait être pourvu par un agent contractuel conformément à l'article L.332-23 1° du code général de la fonction publique qui autorisent le recrutement sur des emplois non permanents d'agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité.

Le contractuel sera recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée d'un mois et demi.

Sa rémunération sera calculée sur la base d'un forfait correspondant à 500€.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents :

Vu le code général de la fonction publique, et notamment son article L.332-23 1°,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique,

Vu le tableau des emplois,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité,

DECIDE

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU GARD
CANTON DE LE VIGAN

Envoyé en préfecture le 11/12/2023

Reçu en préfecture le 11/12/2023

Publié le

ID : 030-213000409-20231206-0612234-DE

Article 1 : De créer l'emploi non permanent d'agent recenseur à temps **non complet** de catégorie **C** pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité.

Article 2 : De modifier, en conséquence, le tableau des effectifs comme suit, à compter du 02/01/2024 :

COMMUNE DE BLANDAS					
EMPLOI	GRADE ASSOCIE	CATEGORIE	Ancien effectif	Nouvel effectif	Durée hebdomadaire
Adjoint technique	Adjoint technique territorial	C	2	2	TC
Adjoint technique Saisonnier	Adjoint technique territorial	C	1	1	TC
Adjoint administratif	Adjoint administratif territorial principal 2 ^{ème} classe	C	1	1	TNC 15h
Adjoint administratif	Adjoint administratif	C	0	1	Mission recensement

Article 3 : D'autoriser le maire à recruter un agent contractuel sur le fondement de l'article L.332-23 1° du code général de la fonction publique et à signer le contrat afférent.

Article 4 : De préciser que ce contrat sera d'une durée initiale de deux mois maximum.

Article 5 : De préciser que la rémunération sera fixée au forfait correspondant à 500€ brut.

Article 6 : Que les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

Article 7 : Que le maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ADOPTE A l'unanimité des membres présents.

Fait et délibéré le mois jour et an susdit.

Le Maire, Marc WELLER



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr